

**Article de la rubrique « Actualité de la recherche »
Mensuel N° 256 - février 2014 L'individu, secrets de fabrication**

Immigration et société : le choc des valeurs ?

Xavier Molénat

Article issu du numéro



**Mensuel N° 256 - février 2014
L'individu, secrets de fabrication**

Face à une immigration qui paraît menaçante, l'appel au respect des « valeurs républicaines » se fait de plus en plus pressant. Mais d'où viennent ces valeurs ? Et les immigrés en sont-ils si éloignés ? Un colloque a fait le point.

« Soutenir le développement de la recherche et du débat en sciences sociales », tel est le bel objectif de la toute neuve Fondation pour les sciences sociales. Fondée en 2011, elle est présidée par Gilles de Margerie, un énarque atypique, normalien et agrégé de sciences sociales, dont la carrière s'est déroulée entre haute administration, banques et cercles de réflexion. Le principe : offrir chaque année une douzaine de bourses à des chercheurs proposant des analyses novatrices sur un thème fixé par la fondation. Les lauréats, sélectionnés par un comité scientifique présidé par le démographe François Héran, s'engagent d'un côté à en tirer un article scientifique rédigé dans les règles de l'art, de l'autre à les présenter de façon accessible à un plus large public lors des journées de restitution organisées par la Fondation.

La première d'entre elles, qui s'est tenue en novembre dernier, présentait les travaux qui avaient été retenus autour du thème « Immigration, sociétés, valeurs ». On sait à quel point est prégnant, en France, un discours sur les « valeurs de la République » : il faudrait les défendre, les « réaffirmer » voire les « restaurer » face aux divers « communautarismes » – et en particulier face à « l'islam ». Pourtant, en ouverture de la journée, F. Héran a rappelé combien cette rhétorique des « valeurs », qui semble puiser aux tréfonds d'une histoire nationale épique, était d'invention récente. À partir de données tirées de la base de livres numérisés Google Books, il montrait par exemple que l'on n'a guère parlé « d'intégration » des immigrés... avant les

années 1980. Le constat est le même pour des expressions devenues elles aussi banales comme « lien social », « immigration clandestine » ou « laïcité ». Même l'identité de la France ne semble pas faire question avant la publication de l'ouvrage éponyme de Fernand Braudel en 1981. Les valeurs de la République ressemblent ainsi beaucoup plus à une construction récente qu'à un héritage.

De son côté, le démographe Patrick Simon interrogeait le « communautarisme » dont est supposée faire preuve la population musulmane de France. S'appuyant sur les données statistiques de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO), il a montré que s'il existe en effet un certain entre-soi musulman, il ne se distingue en rien de celui que cultivent les autres religions. L'homophilie ethnique (avoir des amis de même origine) et religieuse est ainsi beaucoup plus prononcée chez les catholiques que chez les musulmans. Comme l'a rappelé P. Simon, l'endogamie religieuse est « *une norme générale (...) dont les musulmans n'ont aucunement le monopole* ». S'il y a une spécificité de cette population, selon le démographe, elle tient davantage aux discriminations qu'elle subit en matière de chômage (23 % des musulmans – et 46 % des musulmanes – sont sans emploi, contre 10 % pour les chrétiens ou les sans-religion) ou de logement (38 % d'entre eux résident dans les 10 % des quartiers les plus pauvres). Le milieu social, le niveau d'études, le revenu, l'origine ethnique jouent évidemment un rôle dans ces phénomènes. Mais selon P. Simon, il y a malgré tout un effet propre de la religion : toutes choses égales par ailleurs, un musulman a plus de chances d'être au chômage qu'un non-musulman. Pour le chercheur, c'est donc bien plus « *l'intégration qui fait obstacle à l'islam* » que l'inverse ! C'est ce qui explique sans doute une expérience particulièrement douloureuse des discriminations : 54 % des musulmans disent en particulier avoir déjà été victime d'un « déni de francité » (c'est-à-dire ne pas être considéré comme français).

La diversité interne des religions

Des tensions que l'on retrouve à l'école, selon la sociologue Géraldine Bozec. Son enquête auprès de professeurs des écoles montre que leurs attitudes vis-à-vis des élèves issus de l'immigration sont variables. Si certains perçoivent ces enfants sur le mode du « trouble identitaire » (« *ils n'ont pas envie d'être français* »), d'autres ont une vision très positive de la diversité des origines (« *je veux que les gamins sachent que toutes les cultures se valent* »). Entre les deux, de nombreux enseignants valorisent la mixité tout en redoutant le « défaut d'appartenance à la France » exprimé par certains élèves (« *ça me fait peur des enfants qui disent "je suis algérien"* »). Mais au-delà de ces différentes attitudes, l'inquiétude envers l'islam est un trait partagé par l'ensemble des professeurs interrogés, même si elle se limite parfois à certains élèves et à la question des rapports hommes/femmes. Autre trait commun : la description de ces élèves en termes d'altérité, comme s'ils étaient nécessairement porteurs de cultures « particulières », alors même qu'ils sont pour la plupart nés en France (de parents eux-mêmes nés en France). À l'image de cette enseignante déçue, alors qu'elle les fait travailler sur des recettes de cuisine, qu'ils ne parlent que de gâteau au chocolat et de salades de fruits... « *rien de leur pays alors qu'ils baignent tous dans des cultures différentes* », se désole-t-elle... Une forme subtile de déni de francité ?

Autre point aveugle, mis en lumière cette fois-ci par la sociologue Anne-Sophie Lamine : la diversité de l'islam français. Elle en veut pour exemple un journal en ligne, *SaphirNews*, fondé suite au « choc » des attentats du 11 septembre 2001. « Quotidien sur l'actualité musulmane » en France et dans le monde, ce média ne peut cependant être qualifié de confessionnel (*La Croix* est leur modèle). Le traitement de l'actualité y obéit à trois principes : professionnalité, neutralité, pluralisme. De multiples opinions s'expriment donc *via* des interviews ou des tribunes : « *Dans la rubrique "Points de vue", des approches orthodoxes voisinent avec le point de vue d'un responsable d'une association musulmane homosexuelle.* » Certaines rédactrices sont voilées, d'autres membres du personnel ne sont pas musulmans. L'expérience de *SaphirNews* démontre, selon la sociologue, que le pluralisme « *est compatible avec des identités religieuses fortes* ». Elle met également au jour la variété des courants de pensée et des rapports individuels à l'islam qui restent largement inaperçus de la société française.

Puisse cette Ire Journée des sciences sociales avoir contribué à faire reculer l'ignorance et les idées reçues sur ces questions !

Ire Journée des sciences sociales, « Immigration, sociétés, valeurs », Bibliothèque nationale de France, 14 novembre 2013. <http://fondation-sciences-sociales.org/>

François Héran, « La démographie et son vocabulaire au fil des siècles : une exploration numérique », *Populations et sociétés*, n° 505, novembre 2013.

Vers une communautarisation du débat public

Aujourd'hui en France, traiter quelqu'un de « communautariste » est devenu un puissant moyen de le disqualifier. Le sociologue Stéphane Dufoix a pourtant rappelé que le terme avait eu plusieurs vies. Au XIXe siècle, « communautarisme » s'oppose plutôt à individualisme. Dans la seconde moitié du XXe siècle, des chercheurs l'utilisent pour désigner des sociétés multiconfessionnelles ou pluriethniques (Liban, Yougoslavie, États-Unis). Ce n'est qu'au cours des années 1980 que, s'émancipant de la sphère intellectuelle, il en vient à désigner la menace que les identités collectives feraient peser sur la nation française.

Mais depuis, note S. Dufoix, les usages de ce stigmat sont devenus davantage symétriques. Ainsi, lors des débats sur le pacs, au communautarisme supposé des défenseurs du projet, accusés de défendre les intérêts des homosexuel(le)s, répondait le communautarisme des opposants, soupçonnés de vouloir préserver les privilèges de la population hétérosexuelle dominante. De même, le discours républicain est parfois retourné contre lui-même en étant assimilé « *à un discours communautariste au service du groupe dominant (blanc, mâle, chrétien, hétérosexuel, valide...)* ». D'où une polarisation du débat public, qui tend à tourner à vide. Car « *si chacun peut être le "communautariste" de l'autre, où faut-il aller chercher l'universalisme ?* »

Xavier Molénat